

CONJONCTURE

La crise, an VII
III. — Le jeu des cinq familles

par GILBERT MATHIEU

La crise des économies occidentales, entrée dans sa septième année, diffère sensiblement de celle des années 30 et au moins autant des crises cycliques d'avant la première guerre mondiale. Elle est caractérisée par une croissance réduite de plus de moitié et tendant vers le zéro, par un chômage considérable, une inflation forte et croissante, un déséquilibre durable des paiements extérieurs, un désordre monétaire permanent (le Monde des 15 et 16 mai). Quelles en sont les causes ?

Si l'on excepte quelques commentateurs portés, comme Jacques Plassard, l'un des inspirateurs du patronat français, à croire que l'Occident ne traverse

pas de crise du tout, la dépression constatée depuis sept ans constituant plutôt pour eux un « retour à la normale », après le rattrapage d'activité consécutif au conflit mondial, on peut classer en cinq grandes familles les explications fournies aujourd'hui sur les causes de la situation. Cette floraison ne saurait étonner : cinquante ans après la « grande dépression » des années 30, les économistes n'ont pas encore réussi à se mettre d'accord sur la ou les causes majeures de cette crise ; il n'y a donc pas lieu d'être surpris des divergences importantes existant aujourd'hui sur l'interprétation à chaud des événements.

Des explications conjoncturelles et techniques...

● La première famille d'explications fait appel à des données conjoncturelles.

La fin, en 1972-1973, de l'alternance des cycles économiques nationaux, jusqu'alors habituelle, serait, selon cette école, à l'origine de nos difficultés. L'expansion simultanée dans tous les grands pays a provoqué une demande exceptionnelle de matières premières, engendrant les hausses formidables de prix de 1973 : + 268 % sur le zinc, + 150 % sur le caoutchouc, + 88 % sur le cuivre, + 77 % sur le plomb... La France a, pour sa part, vu s'accroître le prix de ses matières premières importées de 13 % en 1972 et de 50 % en 1973 ; avant l'enchérissement du pétrole donc.

D'où la poussée exceptionnelle d'inflation par les coûts en 1973, incitant les gouvernements à prendre les années suivantes — là encore de façon simultanée — de sévères mesures anti-inflationnistes, qui provoquèrent presque partout le recul de la production. Celui-ci, à son tour — et toujours simultanément — a entretenu la crise, jusqu'aux plans de relance de 1976 et aux mesures de régulation qui les ont suivis. Les petits décalages dans le temps des interventions gouvernementales, ici et là, n'ont rien enlevé à l'effet nocif, selon les tenants de cette thèse, de la quasi-simultanéité des cycles nationaux. Deux autres phénomènes

conjoncturels sont venus renforcer cette explication. D'abord, les mauvaises récoltes de 1974, qui ont, elles aussi, fait monter les prix agricoles (+ 35 % sur le blé, + 20 % sur le riz). Puis, évidemment, le quadruplement du prix du pétrole brut. Il a, tout à la fois, fait grimper les indices du coût de la vie (+ 0,5 % en un an aux États-Unis, pour cette seule cause, mais de + 4,3 % en Belgique) ; opéré un prélèvement déflationniste sur les pays acheteurs (de l'ordre de 1 % à 2 % des produits nationaux en 1974-1975 ; puis, à nouveau, de 1 % à 1,5 % en 1978-1980) ; enfin, accru l'inflation mondiale en désorganisant un peu plus encore les marchés monétaires.

Les explications de caractère conjoncturel mettent encore en avant deux autres faits. Les erreurs patronales de stockage en 1973-1974, d'abord : n'adaptant pas assez vite leur production à la réduction de la demande, les chefs d'entreprise de l'Occident ont accumulé des stocks tout à fait anormaux, dont l'écoulement prioritaire a, par la suite, conduit les firmes à ralentir brutalement leur activité. Le cas de la Suède est pathologique à cet égard : les autorités de Stockholm ont cru, quatre années durant, que la production pourrait continuer « comme avant », la crise n'étant, selon elles, qu'un mauvais moment à passer. La dépression continuant,

hélas ! la Suède a dû faire face, par la suite, à une adaptation de sa production, d'autant plus douloureuse qu'elle était plus tardive.

Seconde erreur, plus récente, celle fois : l'endettement excessif des ménages et des entreprises dans de nombreux pays. Inquiète de l'inflation croissante, nombre d'agents économiques préfèrent commander tout de suite, de peur d'avoir à payer plus cher après. Ce comportement d'anticipation accroît, bien entendu, le décalage entre la production — ainsi stimulée — et le pouvoir d'achat réel des acquéreurs, qui ne suit pas tout en faisant prendre des risques considérables à ceux qui s'endettent exagérément pour ce faire.

Toutes ces interprétations conjoncturelles dépeignent évidemment la réalité. Mais elles sont loin d'expliquer l'ampleur et la durée de la « stagnation » contemporaine. D'où la recherche d'explications moins contingentes, parce que plus techniques.

● Trois données au moins sont avancées à ce second titre. D'abord un certain ralentissement dans les innovations techniques créatrices d'emplois.

L'informatique, l'énergie et la métallurgie nucléaires, l'industrie spatiale, ont pris, à notre époque, le relais des grandes mutations technologiques du début du siècle (l'automobile, l'aviation, notamment) aussi que du « boom » de la reconstruction et du « red-collage » consécutif à la guerre. Mais ces innovations industrielles n'ont pas le même effet porteur sur l'ensemble de l'économie. D'où un certain ralentissement en matière de création d'emplois. Et peut-être aussi, lorsque le progrès technique se fait moins abondant, une décelération des gains de productivité et de la rentabilité du capital.

L'O.C.D.E. a cité à plusieurs reprises d'autres arguments allant dans le même sens (1), pour expliquer le tassement récent des progrès de la productivité en Occident. Notamment la place croissante prise par les activités tertiaires (commerce, services, transports) dans les économies contemporaines ; or ces activités connaissent des gains de productivité souvent moins élevés que le secteur secondaire, parce qu'elles recourent plus à l'homme et moins aux machines.

Le fléchissement des investissements en Occident ces dernières années a d'ailleurs accentué le phénomène. Tout comme l'appel à une main-d'œuvre supplémentaire moins habile que l'ancienne, parce que moins expérimentée. Ou encore la multiplication des mesures publiques prises pour sauvegarder l'environnement, mesures qui contraignent les firmes à des dépenses supplémentaires de sauvegarde, sans augmenter pour autant leur production.

Aux États-Unis, par exemple, le gain annuel de productivité n'est plus que de 1 % depuis la crise (2), contre 2,5 % en moyenne dans les dix années précédentes. Des études précises y ont décelé l'effet des causes précédentes et mis en évidence deux facteurs supplémentaires de ralentissement de la productivité : la réduction de l'effort de re-

cherche ces dernières années ; le vieillissement de l'appareil national de production (les équipements neufs étant de plus en plus souvent installés par les firmes capitalistes dans les pays à bas salaires).

Si l'on ajoute, avec Alain Barrière (3), que l'investissement productif en Occident a souvent été réalisé sans discernement — le saupoudrage coûtant évidemment plus cher à la collectivité qu'une affectation précise des dépenses d'équipement aux branches promises à la meilleure expansion, — on comprend que l'Occident ait connu ces derniers temps une moindre efficacité de ses efforts ainsi qu'un rétrécissement de ses perspectives de développement et d'emploi.

● La troisième famille d'explications de la crise résulte en partie de la précédente. D'abord l'inflation par les coûts, l'investissement et le coût d'entretien des nouveaux équipements étant, chaque fois que le marché ou les contacts le rendent possible, à la charge du consommateur, grâce notamment à la liberté des prix.

Les États, bien sûr, ont réagi. Mais, en risquant d'aggraver le mal, leurs plans d'austérité (destinés à « tenir » les prix) freinant l'activité et dégradant l'emploi.

... aux causes macro-économiques

● Des facteurs plus amples encore — parce que d'ordre macro-économique — sont cités à juste titre pour expliquer la crise actuelle.

D'abord l'inversion des tendances démographiques. Le « baby boom » d'après guerre avait stimulé toutes sortes de demandes : de logements, plus nombreux et plus vastes, d'habillement, de consommation alimentaire, d'équipement ménager, de loisirs... La diminution de la natalité a porté un coup à cette évolution bénéfique, en privant la machine économique occidentale de l'un de ses moteurs auxiliaires.

Le gonflement subit des transferts de ressources vers les pays vendeurs de matières premières (et pas seulement de pétrole) lui en a porté un autre. Le fait pour les pays industrialisés de payer deux fois plus cher les matières premières qu'en 1973 les matières premières qu'ils importent, les oblige à prélever sur leurs ressources une part qui aurait été, sans cela, consacrée à la consommation ou à l'investissement (4). L'effet déflationniste qui en résulte aggrave le chômage, sans réduire pour autant l'inflation ; bien au contraire, puisque la hausse des prix est précisément le moyen par lequel s'opère le transfert.

La part croissante prise par le tiers-monde dans les échanges internationaux a parfois le même effet, mais selon d'autres voies. Sans doute cette part est-elle encore faible : en France, par exemple, elle ne dépasse guère 4 % du total des importations de produits manufacturés ; elle approche 10 % dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. Mais outre qu'elle va en augmentant — concurrençant d'ailleurs les productions nationales des pays développés — elle limite déjà sensiblement les débouchés de ces

de la production. L'élévation des salaires, plus régulière, souvent plus forte qu'autrefois, et l'amélioration de la protection sociale ont modifié la répartition de la valeur ajoutée, en faveur des salaires et au détriment des profits. Comme simultanément la durée moyenne de travail diminuait et que l'absentéisme s'aggravait, le temps d'utilisation du capital a baissé, accentuant le moindre rendement des capitaux investis. D'où la réaction naturelle du patronat à investir moins, un peu partout ; puis, dans un second temps, ses initiatives pour substituer la machine à l'homme (grâce à des investissements de productivité), afin de relever la rentabilité du capital investi.

Logique, dans une optique de quête du profit, cette évolution a eu un double effet sur la crise : une détérioration supplémentaire de l'emploi et une relance (dans la première phase du processus) de l'inflation par les coûts, l'investissement et le coût d'entretien des nouveaux équipements étant, chaque fois que le marché ou les contacts le rendent possible, à la charge du consommateur, grâce notamment à la liberté des prix.

Les États, bien sûr, ont réagi. Mais, en risquant d'aggraver le mal, leurs plans d'austérité (destinés à « tenir » les prix) freinant l'activité et dégradant l'emploi.

En laissant faire Washington, puis en acceptant que leurs banques s'engouffrent dans le tourbillon des eurodevises, les partenaires occidentaux des Américains ont encouragé la débacle de crédits internationaux peu — ou pas — gagés, qui a alimenté l'inflation.

L'avalanche des pétro-dollars depuis 1974 — 180 milliards de dollars en cinq ans, correspondant aux surplus non utilisés par les pays de l'O.P.E.P. pour leur équipement, leur consommation ou leur armement — a aggravé le phénomène, tout en accroissant les inégalités entre nations (6). La nouvelle hausse des prix du « brut » va provoquer, dès cette année, une marée de pétro-dollars beaucoup plus considérable encore, dont la partie flottante dépassera largement les quelque 25 % constatés depuis 1974. Ainsi va s'aggraver rapidement la spirale inflationniste, qui a si récemment contribué à la crise mondiale en cours depuis sept ans.

Au terme de cette analyse rapide des cinq familles d'explications actuelles de la crise, la tentation est normale de rechercher une synthèse entre tous ces éléments partiels, pour la plupart fondés. Certains s'y sont déjà employés (7), dont l'effort ne peut qu'être encouragé, même si, en raison des difficultés de l'entreprise, il ne doit aboutir que dans un certain délai. Mais, sans attendre que les théoriciens et les historiens se mettent d'accord sur le — ou les — schémas les plus cohérents d'analyse du mal, le moment est venu, partant des données déjà acquises sur ses causes, de se pencher sur les remèdes.

du tiers-monde reste faible, tandis que le chômage s'aggrave dans les pays industrialisés, du fait de la disparition d'industries devenues non compétitives).

Cette dissymétrie entre production et consommation était naguère réduite, dans le cadre national, par l'intervention des États, dispensateurs de revenus directs ou indirects et parfois d'emplois. Mais l'absence d'autorité politique équivalente à l'échelle mondiale laisse aujourd'hui s'accroître cette contradiction majeure, que les multinationales — fussent-elles d'accord entre elles — n'auront ni l'intention ni les moyens de surmonter.

● Une démonstration permanente en est fournie par le « désordre monétaire » dans lequel s'enferme l'Occident, cinquième famille d'explications de la crise.

Que la politique américaine du dollar ait contribué à semer puis à accélérer l'inflation dans le monde ne fait guère de doute. Les États-Unis, en sapant à leur profit les bases du Gold Exchange Standard (5), provoquant une dangereuse marée d'eurodollars, puis en dévaluant — l'année qui a précédé la crise, précisément — la devise qui servait de base au système monétaire international, enfin en sabordant ce système pour instaurer, à la Jamaïque (juin 1976), les changes flottants et leurs inquiétantes facilités, ont pris la responsabilité de perturber gravement les mécanismes économiques selon lesquels s'était développé le capitalisme contemporain.

En laissant faire Washington, puis en acceptant que leurs banques s'engouffrent dans le tourbillon des eurodevises, les partenaires occidentaux des Américains ont encouragé la débacle de crédits internationaux peu — ou pas — gagés, qui a alimenté l'inflation.

L'avalanche des pétro-dollars depuis 1974 — 180 milliards de dollars en cinq ans, correspondant aux surplus non utilisés par les pays de l'O.P.E.P. pour leur équipement, leur consommation ou leur armement — a aggravé le phénomène, tout en accroissant les inégalités entre nations (6). La nouvelle hausse des prix du « brut » va provoquer, dès cette année, une marée de pétro-dollars beaucoup plus considérable encore, dont la partie flottante dépassera largement les quelque 25 % constatés depuis 1974. Ainsi va s'aggraver rapidement la spirale inflationniste, qui a si récemment contribué à la crise mondiale en cours depuis sept ans.

Au terme de cette analyse rapide des cinq familles d'explications actuelles de la crise, la tentation est normale de rechercher une synthèse entre tous ces éléments partiels, pour la plupart fondés. Certains s'y sont déjà employés (7), dont l'effort ne peut qu'être encouragé, même si, en raison des difficultés de l'entreprise, il ne doit aboutir que dans un certain délai. Mais, sans attendre que les théoriciens et les historiens se mettent d'accord sur le — ou les — schémas les plus cohérents d'analyse du mal, le moment est venu, partant des données déjà acquises sur ses causes, de se pencher sur les remèdes.

Prochain article :

QUE FAIRE ?

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX^e

Journée placée sous la présidence d'Hervé Hoppenot,
président de la Chambre Syndicale Nationale
des Conseils en Recrutement

Le thème central étudié sera :

LES DIFFICULTÉS DU RECRUTEMENT EN FRANCE EN 1980
22 mai 1980 de 10 heures à 13 h. 30

Quatre sujets seront abordés successivement
et feront l'objet de débats entre les participants :

Le choc de l'intégration
à l'entreprise
présenté par M. - Y. Delcourt
(Métrobus).
Mais où sont donc passés les
candidats ?
présenté par H. Hoppenot
(S.V.P. Ressources Humaines).

Les rêves du cadre
présenté par M. Millet (Etap).
Le déplacement des seuils
d'incompétence
présenté par Ph. Biard
(Massey Ferguson).

Les débats seront animés par Marc Baron (France-Marketing)
Hôtel SHERATON, 19, r. du Commandant René-Monchotte, 75014 Paris.
Renseignements : C.S.N.C.R., 30, rue Fabert, 75007 Paris - Tél. 355-25-81

A VENDRE

(cause retraite)

OPTIC-PHOTO avec stock 160.000 F
Magasin avec 2 pièces et cave (35 m² + 18 m²)
Loyer annuel : 15.000 F
Entre métro GARE DU NORD et CHAPELLE
Téléphone : 607-89-26 et 206-66-11

CALCUL de PROBABILITES = INFLATION
selon PASCAL...

alors préservez votre patrimoine

le rubis

est-il aussi sûr que le diamant ?

QUI PEUT ACHETER UN RUBIS-PLACEMENT ?
QUELLE PLUS-VALUE PEUT-ON ESPÉRER ?
QUEL MINIMUM FAUT-IL POUR INVESTIR ?
LE RUBIS POSSEDE-T-IL UN CERTIFICAT
D'UN LABORATOIRE DE GEMMOLOGIE INTERNATIONALE ?

RENSEIGNEZ-VOUS :
CONSEIL DIAMANTAIRE INTERNATIONAL
91, Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS

PROTEGEZ VOTRE CAPITAL EN VISITE OU CE COUPON ET TOUT REÇU VOTRE BROCHURE CONSEIL

NOM _____

ADRESSE _____

CITE _____

PRO _____

TEL _____

شارع فهد السالم

"Avenue Fahd el Salem"

L'art de vivre français a une nouvelle adresse à Koweït. A quinze minutes de l'aéroport international, le Meridien Koweït, un hôtel 5 étoiles, offre 336 chambres et 36 appartements au plein cœur de la ville, avec piscine, sauna, restaurants français, night-club et une galerie de boutiques... Réservations et informations : votre agence de voyages, votre agence Air France, à Paris : 757.15.70, à Koweït : 421.427, télex 2789 KT.

Ouverture
de notre nouvel hôtel
à Koweït.

MERIDIEN
LES HOTELS D'AIR FRANCE